

Études internationales



Bercuson, David J. *Canada and the Birth of Israël : A Study in Canadian Foreign Policy*. Toronto – Buffalo – London, Toronto University Press, 1985, 294 p.

Jean-Roch Perron

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702110ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702110ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, J.-R. (1986). Compte rendu de [Bercuson, David J. *Canada and the Birth of Israël : A Study in Canadian Foreign Policy*. Toronto – Buffalo – London, Toronto University Press, 1985, 294 p.] *Études internationales*, 17(4), 914–916.
<https://doi.org/10.7202/702110ar>

population: « To the extent that a state builds up its military power through the direct wresting of military means from its own subject population, it creates barriers to military rule; to the extent that a state depends on other states for its military organization and personnel, it becomes vulnerable to military rule » (p. 80). Le chapitre 4: *The Urban Type of Society and International War* (pp. 93-107), est écrit par Keiichi Matsuchita, politologue japonais. Son but est de critiquer les théories des militaires, inadaptées, à ses yeux, au fait de l'urbanisation grandissante des sociétés actuelles. Les théories militaires n'intègrent pas du tout, par exemple, le problème des conséquences de conflits majeurs dans le cas de sociétés très urbanisées et les guerres qui ont eu lieu depuis 40 ans n'ont jamais mis aux prises les sociétés développées très urbanisées. Ces remarques sur les théories militaires valent aussi pour les théories politiques concernant la paix qui à force d'être normatives en oublient les problèmes de leur adéquation aux réalités sociologiques changeantes.

La quatrième partie (Local Experiences: Historical Dimensions) présente trois études de cas: la Thaïlande (*Militarization in Thai Society*) où l'auteur, Chulacheeh Chinwanno, met en scène l'implantation progressive des militaires en raison de facteurs aussi bien internes qu'externes (chap. 5: pp. 111-121); le Chili (*Militarization and Political Institutions in Chile*) où Carlos Portales décrit excellemment les dérives historiques (crises, changement de Constitution, erreurs des gouvernements civils,...) qui ont renforcé le pouvoir des militaires et la conception qu'ils se font de leur rôle dans la société (chap. 6. pp. 123-144); et le Ghana (*The Ghanaian Experiments with Military Rule*) où Nkrumah et trois régimes militaires se sont succédé, Björn Hettne relève les divisions internes entre groupes militaires qui se renversent prétendant tous au leadership dans le développement du pays, mais il met en doute la pertinence des militaires à ce propos.

La quatrième et dernière partie (*The Search for Alternatives*) comprend trois chapitres, deux s'intéressent à des cas, la Suisse (*Defense Without Threat: Switzerland's Secu-*

rity Policy) que Dietrich Fisher présente comme l'exemple le plus typique d'un armement purement défensif (chap. 8: pp. 173-190), et la Pologne (*Conflict and Restraint: Poland, 1980-1982*) où Paul Wehr voit à l'oeuvre dans les événements récents des essais de traiter quelques problèmes avec recours minimal à la violence du côté syndical comme du côté de l'État (chap. 9, pp. 191-218). Dans le troisième chapitre de cette partie (*Incompatibility, Militarization, and Conflict Resolution*), Peter Wallenstein traite d'une question fondamentale: comment prévenir la militarisation des conflits entre États? comment prévenir le traitement des conflits par armes et guerriers? comment démilitariser les conflits?

Ce livre fait un constat général: il y a tendance à la militarisation globale, les systèmes militaires tendent à s'insérer partout, reproduisant les conflits et procédant à leurs règlements, ils sont de plus en plus proches du politique. Les auteurs vont vers l'histoire, vers l'analyse sociologique et les considérations théoriques pour repérer les tendances structurales de notre époque, les dérives subies par les formations sociales, leurs modes de règlements des conflits, leurs aveuglements.

Très sérieusement documenté, ce livre écrit par des spécialistes connus informera avec pertinence la recherche sur la paix tout en lui évitant de ne fonctionner qu'à l'indignation.

Yvan SIMONIS

Département d'anthropologie
Université Laval, Québec

CANADA

BERCUSON, David J. *Canada and the Birth of Israël: A Study in Canadian Foreign Policy*. Toronto - Buffalo - London, Toronto University Press, 1985, 294 p.

Était-il nécessaire, après les propos de Joe Clark, en 1979, sur le transfert de notre ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem; après les sincères mais illusoirs conclusions du Rap-

port Stanfield, qui, un an après, nous rappela, entre autres, que la Ville Sainte était sacrée, également pour les Arabes...; avions-nous besoin, qu'en plus, une étude vienne nous remémorer que le degré de connaissances de nos leaders politiques, sur le Proche-Orient, était tout aussi désolant, en 1947, au moment de la création de l'État d'Israël? C'est pourtant ce que vient de faire, à son insu probablement, David J. Bercuson avec un récent ouvrage (1985): *Canada and the birth of Israel*.

D'évidence, le but recherché était tout autre. Ce qu'a voulu et fait Bercuson c'est de rappeler la période historique de la naissance de l'État d'Israël et d'analyser la participation du Canada dans cette affaire. Pour y parvenir, l'auteur développe logiquement son étude de façon chronologique selon deux plans parallèles. D'un côté, il rappelle les faits officiels comme: la solution d'Ernest Bevin dès l'automne 1945 par exemple; le report de tout le problème à l'ONU; la formation du comité spécial sur la Palestine (UNSCOP) et ainsi de suite jusqu'aux accords de Rhodes de 1949. À ce rappel des faits généraux, l'auteur insère à mesure, d'autre part, et analyse, le cas échéant, les politiques soutenues par notre pays: la nomination et la prise de position, dès le départ, de notre premier représentant à l'UNSCOP (le Juge Rand); les logiques et prudentes hésitations de King et de St-Laurent; le rôle joué par les ambitieux activistes d'alors au Ministère des Affaires extérieures tel Escott Reid, tel Norman Robertson, et bien d'autres qui ne pensaient qu'en anglo-américain, comme Lester Pearson surtout, ce féru de l'Ancien Testament et donc de la solution du partage à tout prix.

Le parallélisme est fort bien mené. Il permet une vision claire de ce qui est advenu, selon la documentation officielle au niveau de l'ONU, des instances internationales et des divers gouvernements en cause dont celui du Canada évidemment. L'opinion publique y est rappelée également chaque fois que l'auteur est en mesure de le faire. Tout le débat, on le savait, est demeuré fort loin de l'opinion populaire. Il était bon toutefois de le remettre en mémoire, même si la documentation de l'étude ne se limite qu'à la presse écrite et que la

sélection en est peu exhaustive dans sa dimension géo-linguistique.

L'étude de Bercuson constitue malgré tout un excellent résumé historique des événements. C'est un rappel chronologique au ton sec, gris même, mais très clair. Il sera utile à bien du monde. Cependant, tous ceux, pour qui l'histoire est avant tout LA Science humaine par excellence, seront peut-être déçus. Et pour cause. Nulle part l'analyse ne dépasse le premier degré, le seul rappel des événements et des opinions officiels même s'ils sont judicieusement choisis et résumés. En fuyant à ce point, volontairement ou non, la pensée, dont celle inhérente à la Palestine et au drame qui s'y est alors déroulé, cette étude pourrait être cotée fort haut par bien des champions de l'École des Annales par exemple. Mais, encore une fois, elle décevra probablement autant ceux qui oeuvrent en marge ou en dehors de peloton sacré, et pas tellement pour des raisons moindres comme le penchant nettement proisraélien de l'auteur ou son admiration bien trop absolue à l'endroit de Lester Pearson. Mais, surtout, parce qu'il y a l'oubli, voulu ou non, de certaines données fondamentales ou du peu de priorités que l'étude leur accorde via les faits et les personnes en cause. Nous pensons, par exemple, à la position britannique qui, dans le cas précis du problème palestinien, possédait une bonne longueur d'avance en sagesse sur celle des leaders américains et canadiens; à l'importance du phénomène *Holocauste* qui est venu tellement mêler les cartes et obnubiler les esprits sur le problème de fond; au désespérant manque de vision qui existait au Département d'État et pas seulement vis-à-vis de la Palestine; à la responsabilité de Truman qui décida du partage pour mieux assurer sa propre élection...; à l'ignorance que trop de nos représentants avaient eux-mêmes du problème palestinien, des solutions à adopter et de leurs conséquences possibles.

L'histoire nous dit pourtant qu'à l'époque, certains d'ici ou d'ailleurs voyaient très clair et discutaient du problème dans sa dimension réelle. Il est dommage que l'étude de Bercuson les néglige à ce point, comme il est dommage aussi que l'analyse ignore, à toute

fin, après Pearson, après Joe Clark, après bien d'autres, que la Palestine, en 1947, était arabe!

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval, Québec

GWYN, Richard. *The 49th Paradox: Canada in North America*. Toronto: McClelland and Stewart, 1985, 362 p.

Cet ouvrage a deux mérites. Le premier tient au style. Le dynamisme du style de l'auteur nous change donc des savantes élucubrations des professeurs sur les relations canado-américaines. Le second mérite: la portée et l'étendue de l'ouvrage. Tout y passe, de l'économie à la culture, de la culture aux idées politiques, des idées politiques au Québec, le tout enrobé de remarques historiques fort pertinentes, surtout la première partie qui traite des différences politiques entre le Canada et les États-Unis et de l'influence qu'a constituée l'apport de l'immigration loyaliste à la culture politique canadienne.

Le thème dominant de l'ouvrage: le nationalisme canadien. Gwyn rappelle à raison que c'est à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale qu'est née la révolution industrielle au Canada. Peu après, l'identité canadienne s'est faite lentement, parallèlement à la naissance du Welfare State qui distingue si bien le Canada des États-Unis. Le livre pullule d'exemples qui démontrent combien plus égalitaire que l'américaine est la société canadienne.

Dans la même veine, l'auteur établit des parallèles saisissants entre les cultures des deux partis politiques. Dans son sens moderne, selon Gwyn, le libéralisme signifie l'opposition de l'État entre le citoyen et les forces du libre-marché. Les politiques des Libéraux sont fondées sur l'« équité » et le « *fairness* », celles des Conservateurs sur la « liberté » (*freedom*) et l'« efficacité ». Dans cette perspective, toujours selon Gwyn, John Turner est plus conservateur que libéral, et Mulroney plus libéral que conservateur.

En ce qui a trait au libre-échange, l'auteur s'emploie à retracer les parallèles historiques entre le passé et le présent, depuis l'annulation du Traité de Réciprocité par les États-Unis en 1866 et la conclusion de l'accord de Réciprocité de 1911, en passant par toutes les formes du nationalisme économique canadien jusqu'à la situation actuelle. Selon l'auteur, les Canadiens ont toujours dit « oui » et « non » à tous les accords passés avec les États-Unis depuis 200 ans. Étant donné l'importance de la question du libre-échange pour l'avenir du Canada, l'auteur suggère que cette question soit soumise à un *referendum* national. Ainsi, les Canadiens auraient l'occasion d'écrire leur propre histoire et de vivre avec une décision qu'ils auront librement choisie...

On ne peut être journaliste au *Toronto Star* sans être en même temps un bon nationaliste. L'auteur se déclare un nationaliste international. Pour lui, les dés sont jetés. L'empire que le Canada doit encore découvrir est au sud. Tout son livre démontre pourtant qu'à l'obsession américaine qui le ronge et qui le hante, le Canada ne peut répondre que par une tentative de multilatéraliser au maximum ses relations avec l'étranger. Cette dimension est étrangement absente des propos de l'auteur. On nous répondra évidemment que tel n'était pas son propos! C'est bien dommage, car l'analyse reste de la sorte très ethnocentriste...

Albert LEGAULT

Département de science politique
Université Laval, Québec

SPENCER, Robert, (ed.), *Canada and the Conference on Security and Co-operation in Europe*. Toronto, Centre for International Studies, University of Toronto, 1984, 458 p.

Il est pris pour acquis aujourd'hui, tant par le public que par les universitaires canadiens que le Canada a un rôle à jouer sur la scène diplomatique et en fait qu'il en joue un. Or les études sur la politique étrangère canadienne, en particulier des trois dernières dé-